

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et C^e, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et C^e, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rottler et C^e, à Vienne, Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 439-440 Fleet Street.

ADMINISTRATEUR :
ANDRÉ ZUPCK.

INSERTIONS :

Annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 3 ^{me} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance. Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE paraît en deux éditions : une édition du matin, contenant les télégrammes arrivés dans la nuit, et une édition du soir, donnant les nouvelles du jour.

Les abonnés recevront, comme par le passé, l'édition du matin. Ceux qui voudraient également recevoir l'édition du soir n'auront à payer qu'un supplément de trois francs par mois. La vente au numéro sera faite au prix d'usage.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C^e

Angleterre

Londres, 16 avril (voiture Valona).

5 % ottoman ouverture. LS. 9 1/4

do clôture..... » 8 7/8

On assure que malgré les démentis lancés de l'Empereur de Russie laisse à désirer.

France.

Paris, 16 avril.

5 % ottoman clôture..... fr. 9 05

Boulevard 10 h. 30 m., soir

5 % ottoman..... fr. 8.80

Rente française 5 % .. » 105.40

Russie.

St-Petersbourg, 16 avril.

L'Empereur se rendra, le 19 avril, à Kischeneff. On assure que le même jour paraîtra un manifeste de l'Empereur.

Saint-Petersbourg, 17 avril.

En même temps que paraîtra le manifeste de l'Empereur de Russie, le gouvernement enverra une circulaire à ses représentants à l'étranger.

COURS DES FONDS.

Londres, le 17 avril.

5 % ottom. Ouverture... LS. 8.1/2

Clôture..... » 9.—

PARIS, le 17 avril.

Rente française 5 %..... fr. —

5 % ottoman..... clôture » 9.—

5 % » Boulev rd10h.35m. » 9.—

Rente française..... » 103.95

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 10.21

En ce moment..... » 10.17

Obligations Rouméliennes..... fr 27.25

Papier-monnaie—L T. 100 P. 464.20

SERVATOIRE IMPERIAL METEOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

17 avril 1877

Lever du soleil..... 5 h. 21 m.

Coucher..... 6 » 39

Temps moyen à midi apparent..... 41 » 59.31

H à la turque à midi moyen..... 5 » 43

8 heures du matin.

Baromètre.....	756.7
Thermomètre.....	10.4
Humidité.....	8.6
Maxima de la veille.....	14.2

Direction et force du vent NE. faible.

NOUVELLES DIVERSES.

Akif pacha, le nouveau gouverneur général de Bagdad, a eu l'honneur d'être reçu, hier, en audience de congé, par S. M. le Sultan. Aujourd'hui, Akif pacha partira pour son poste, par la voie d'Alexandrette.

Yacoub bey, envoyé extraordinaire de l'Emir du Kachghar, a été reçu, hier, en audience solennelle, par S. M. le Sultan.

Le Grand-Vézir assistait à l'audience. Après avoir présenté les compliments de félicitations pour l'avènement au trône de Sa Majesté et les expressions de soumission de l'Emir, Yacoub bey a présenté au Sultan les cadeaux précieux que son souverain lui envoie.

Le Sultan a été très satisfait de l'empressement que l'Emir du Kachghar a montré pour faire ses soumissions au Khalifat et a exprimé sa haute satisfaction pour les présents de l'Emir que Sa Majesté a bien voulu accepter.

Après l'audience, l'envoyé extraordinaire, Yacoub bey, pour qui le Sultan a été d'une bienveillance extrême, est retourné avec sa suite à Stamboul dans des voitures du palais.

Mehmed pacha, premier aide de camp du Sultan, est parti, lundi dernier, pour Trébizonde. Il a la mission d'inspecter l'armée d'Anatolie et de faire un rapport à S. M. le Sultan.

Hier ont eu lieu, à la chapelle de l'ambassade de France, les obèques de M. Belin, consul général faisant fonctions de secrétaire-interprète de l'ambassade, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Osmanie et du Médjidié, etc., etc.

Le deuil était conduit par M. le comte de Moüy, chargé d'affaires de France, accompagné de M. Mercet, premier député de la nation, de M. Dohgion, consul de France, et de tout le personnel de l'ambassade en uniforme.

Les états-majors des deux stationsnaires français le Pétrel et le Latouche-Tréville étaient également présents à la cérémonie; trente marins escortaient le cercueil.

La plupart des ambassades et des légations étaient représentées: nous avons remarqué M. Fawcet, consul général de S. M. Britannique, M. Testa, premier drogman de l'ambassade d'Allemagne, le comte de Foresta, attaché à la légation d'Italie, M. Barone, drogman de la même légation, le comte de Hohenwart, secrétaire de l'ambassade d'Autriche-Hongrie, M. Lischine, drogman de l'ambassade de Russie et plusieurs de ses collègues, un grand nombre d'officiers des stationsnaires.

Sa grandeur, Mgr. Grasselli, vicaire apostolique de Constantinople était présent au service et a donné l'absoute. Sa Béatitude Mgr. Hassoun et S. G. Mgr. Azarian assistaient également à la cérémonie funèbre.

Après l'office, le cortège s'est dirigé vers le cimetière de Ferikeuy. Les dernières prières ont été dites par Mgr. Antonio Georgevitch. Le comte de Moüy,

chargé d'affaires de France, a prononcé le discours suivant:

Je regarde comme un devoir pour le représentant de la France en Orient d'adresser une suprême parole au Français dévoué, à l'orientaliste éminent, à l'homme de bien que nous sommes venus confier à cette tombe. La vie toute entière de M. Belin a été consacrée à la pratique des devoirs les plus saints, au labeur assidu, aux plus hautes études. Il a accompli sa tâche en ce monde avec une surabondance de dévouement.

Chef de famille, il a offert le modèle des vertus chrétiennes les plus sympathiques et les plus austères; fonctionnaire de notre ambassade pendant de longues années, il a usé ses forces au travail; savant, il a conquis une incontestable autorité. Le témoignage unanime de tous ceux qui l'ont approché, le respect dont son nom était l'objet à Constantinople, demeurant l'honneur de sa grave et courageuse existence, la consolation de sa veuve et de ses enfants que nous ne cessons d'entourer de la plus sincère sollicitude.

Ai-je besoin de rappeler ici ce que vous avez tous présents à la pensée, sa science aussi modeste qu'étendue, les convictions religieuses dont il n'a cessé d'être animé jusqu'à sa dernière heure, cette charité dont rien ne décourageait les efforts, ce permanent sacrifice de soi-même pour les siens, pour les pauvres, pour le service de son pays? M. Belin a été un vaillant serviteur de la France à l'étranger; il a contribué à la faire estimer, aimer, comprendre en Orient. Son infatigable esprit de famille, son désintéressement, son énergie en présence des plus rudes épreuves, son indomptable foi dans les mérites du travail et dans la puissance du droit ont honoré notre chère patrie qui doit à de semblables vertus sa splendeur dans les jours prospères et ses ressources dans l'adversité.

Je vous dis donc adieu avec une émotion affectueuse et un respect profond, ami que nous n'oublierons pas! Je vous dis adieu au nom de l'ambassadeur dont je tiens la place et qui avait pour vous une si haute estime, au nom de tous vos collègues et de vos amis qui entourent votre cercueil, au nom de la France que vous avez si loyalement servie!

Adieu encore une fois, adieu!

Nous apprenons, dit le *Levant Herald*, que l'état de la santé publique dans la capitale et sa banlieue continue à être peu satisfaisant et que le chiffre des cas de fièvre typhoïde est beaucoup plus considérable que celui que nous avons mentionné dans un de nos derniers numéros. Ce chiffre s'élèverait à plus de deux mille. A Péra, Ainaly-Tchesme est presque entièrement infecté et il y a aussi beaucoup de fiévreux dans les quartiers avoisinants. Les médecins attribuent cette maladie à la température variable qui a régné dernièrement dans nos parages et sont d'avis que l'agglomération dans les églises durant les fêtes de Pâques a beaucoup contribué à la propagation du mal. Les cas les plus nombreux ont été constatés chez les catholiques à la suite du Vendredi-Saint, et huit jours après chez les grecs.

Une dépêche télégraphique, dit le *Vahit*, annonce qu'un steamer est parti hier d'Amérique chargé de 20 mille fusils et de 20 millions de cartouches pour le compte du gouvernement impérial.

M. Ferdinand de Lesseps a transmis à Paris la dépêche suivante, en date d'Ismaïlia, 5 avril: « S. A. le Khédive m'a notifié une dépêche télégraphique du Grand-Vézir portant la date du 1^{er} avril et ratifiant la convention du 21 février 1876.

Ainsi que nous l'avions prévu, le concert de M. Albert Romano, le sympha-

thique violoncelliste, a eu beaucoup de succès.

Une société d'élite dans laquelle on remarquait M^{me} d'Ehrenhof, qui avait bien voulu accepter le patronage de ce concert, s'était réunie avant-hier soir à la salle Adam.

Dans le *Souvenir de Spa*, le concertiste a démontré combien son artchet se joue des difficultés de l'exécution.

La *mélodie de Pergolèse* a été jouée avec une expression qui a tenu l'assistance sous le charme; de vifs applaudissements ont salué cette mélodie. Dans la *Fantaisie de Concert sur Polito*, M. A. Romano a encore vaincu très habilement les difficultés dont cette œuvre est parsemée. La finale en octave a été enlevée avec une précision remarquable. Le jeu de M. A. Romano possède un très belle intonation ce qui se rencontre rarement chez les violoncellistes.

Le *Grand trio* de Hummel a été entendu avec beaucoup de plaisir par l'auditoire. M. Murat Romano s'est révélé comme un jeune pianiste de mérite. L'étude fera un jour de lui un artiste de talent.

En somme les honneurs de la soirée ont été pour le concertiste et ce n'est que justice.

A une des dernières séances de l'Académie des Inscriptions de Paris, M. Carapanos, directeur des Travaux de Constantinople, a lu un mémoire sur les fouilles qu'il a opérées à Dodone, en Épire, sa patrie. L'emplacement de cette localité, et plus spécialement de son temple, si célèbre dans l'antiquité, n'était pas exactement connu avant les recherches entreprises par M. Carapanos. Ces recherches ont été concentrées autour de ruines étendues sur une colline située à peu près au milieu de la vallée de Tcharocavista, qui est à une distance d'environ 18 kilomètres à l'ouest de Jannina. Cet amas de ruines est l'Acropole de Dodone, dont on reconnaît encore les murs, la porte unique et plusieurs tours. Les fouilles opérées dans cette enceinte même n'ont produit aucun résultat.

Au sud-ouest est situé le théâtre, qui est l'un des plus grands et des mieux conservés parmi les théâtres helléniques. M. Carapanos en donne la description. Le temple de Jupiter était situé à l'est du théâtre, sur un plateau faisant suite à la ville. Sur cet emplacement on a trouvé un grand nombre d'ex-voto en bronze, en cuivre et en fer, de nombreuses inscriptions sur des plaques de bronze, de cuivre et de plomb, de plus, une grande inscription sur pierre calcaire. M. Carapanos décrit en détail les diverses ruines qui entourent l'enceinte sacrée et donne une liste sommaire des objets qui ont été découverts dans les ruines de Dodone. Ils se décomposent en 17 catégories ou collections d'antiquités, dont plusieurs comptent au-delà de 400 pièces; des spécimens très intéressants en ont été soumis à l'Académie. La forme des ruines, le grand nombre des ex-voto, mais surtout de nombreuses inscriptions se rapportant à Jupiter Natos, à Dioné et à leur oracle, mettent hors de doute que c'est bien le temple de Dodone que M. Carapanos a découvert.

(Levant Herald.)

Le mutessarif d'Ismidt a télégraphié au ministère de l'intérieur qu'un rixe a eu lieu pendant les fêtes de Pâques entre les arméniens et les grecs du village d'Ortakey situé dans le canton de Kiva. Il y a eu quelques blessés de part et d'autre, mais l'ordre a été immédiatement rétabli. Les principaux auteurs de ce désordre ont été arrêtés.

On nous écrit d'Andrinople: Les réservistes appartenant à la classe des *mustahafs* appelés récemment sous les drapeaux, commencent à arriver successivement dans notre ville. Au fur et

à mesure qu'ils arrivent les autorités leur distribuent, d'après l'ordre du Séraskérat, des armes, des provisions et une paire de chaussures, mais ces soldats continuent à porter l'habit civil ce qui est incorrect.

Afin de remédier à cet inconvénient, quelques personnages de notre ville ont provoqué la réunion d'une assemblée populaire où il a été décidé de subvenir aux frais nécessaires pour l'habillement de ces soldats. A cet effet une liste de souscription a été ouverte, séance tenante, et tous les assistants se sont empressés de contribuer, chacun d'après ses moyens. Le produit de cette souscription s'est élevé, dans l'espace de quelques heures, à 115,000 piastres. Cette somme sera employée à la confection d'uniformes pour les *mustahafs*. Les souscriptions continuent.

Monsieur le Directeur,

Nous soussignés, membres du Conseil des Hans, au département de la Préfecture, vous prions, au nom de la corporation des *odabachis*, de vouloir bien insérer dans votre estimable journal, les explications suivantes que nous avons cru devoir mettre au jour pour corriger une erreur regrettable commise par les journaux en accordant gratuitement le nom d'*odabachi* au personnage qui est connu aujourd'hui comme l'assassin de feu M. Apalira, et pour mettre de la sorte l'honneur des véritables *odabachis* à l'abri de toute atteinte devant l'opinion publique.

D'après nos règlements en vigueur, tout *odabachi*, doit avoir en main le *teskeré* par lequel la Préfecture le reconnaît pour tel et qui est contresigné par le *kehaya* ou chef de corporation.

L'*odabachi*, doit avoir préalablement donné les garanties usuelles au sein du Conseil des Hans et être reconnu par celui-ci pour un homme honnête.

Son nom doit figurer dans les registres de cette corporation tenus au VI^{me} cercle pour ceux de Galata, et à la Préfecture, pour ceux de Stamboul.

Tout *odabachi* légal doit indispensablement être muni du cachet officiel d'*odabachi* à lui donné par le Conseil des Hans et par l'approbation de la Préfecture, pour la procédure des affaires de son ressort avec l'autorité civile.

Le coupable, ou les impliqués dans l'affaire Apalira, ne présentant aucune des conditions susmentionnées et ne possédant ni cachet, ni *teskeré*, ne peuvent naturellement avoir rien de commun avec les *odabachis*, et à notre avis, c'est un grand tort que de donner ce nom à des gens qui ne sont en effet que les employés ou commis des propriétaires de Franchini Han et de Dilber Han.

En terminant, nous nous faisons un devoir de déclarer encore une fois, qu'on ferait mieux de confier la garde des Hans à des *odabachis* proprement dits, relevant directement de la Préfecture et non aux premiers venus, qui, affiliés de toute garantie, pourraient ainsi souiller le nom des *odabachis* et en même temps la réputation du Han qu'ils servent.

Agréé, etc.

Le Président du Conseil des Hans et *kehaya* des *odabachis*.
RÉMYER

(et plusieurs signatures.)

Le Protocole et la situation.

Le *Journal des Débats* publie sur cette double question un article remarquable que nous recommandons spécialement à l'attention de nos lecteurs.

La presse européenne continue à discuter à perte de vue sur la valeur du protocole. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les puissances ont poussé aussi loin que possible les con-

cessions envers la Russie. Un correspondant viennois du *Times* va même jusqu'à dire que les autres cabinets ont passé avec le cabinet de Saint-Petersbourg un contrat semblable au célèbre marché d'Esau et de Jacob. La déclaration du comte Schouvaloff lui paraît un bien médiocre plat de lentilles lorsqu'on la compare aux avantages presque exorbitants que le protocole assure à la Russie. Si le principe de l'intégrité de l'empire ottoman et de la non-intervention des puissances dans les affaires intérieures de la Turquie n'est pas théoriquement abrogé, en fait il est violé de la manière la plus évidente. Le fait de paraître ignorer le traité de Paris et d'agir comme s'il n'avait jamais existé porte, d'après le *Times*, une atteinte plus profonde aux stipulations de ce traité qu'il n'aurait pu le faire un acte formel d'abrogation insérée dans le protocole. La Russie a touché le but qu'elle déclarait poursuivre depuis si longtemps. Elle a obtenu que les puissances consentissent à former une sorte d'aréopage chargé de régler, sans l'intervention de la Turquie, les affaires intérieures de la Turquie, et de placer ce pays sous la juridiction directe et absolue de l'Europe.

Il est vrai que, dans la pratique, l'indépendance de l'empire ottoman avait été fort peu respectée; mais l'intervention s'était produite jusqu'ici sous forme d'avis amicaux adressés au Sultan ou de négociations internationales dans lesquelles la Porte avait la consolation de remplir un rôle. C'est la première fois que tous les déguisements tombent pour faire place à la réalité; car, même à la Conférence, les représentants de la Turquie avaient été appelés à se prononcer sur les mesures dont on cherchait à leur imposer l'acceptation. On ne garde plus aujourd'hui ces derniers ménagements. Les six puissances décident seules des intérêts du gouvernement ottoman, et cela, non-seulement pour l'heure présente, mais encore pour l'avenir. Tandis qu'on s'était contenté à Constantinople de préparer une commission spéciale de contrôle ayant un mandat très défini qui ne s'étendait qu'à quelques provinces et qui devait disparaître dans un délai prochain, on a résolu à Londres de soumettre la Porte à la surveillance permanente et universelle des ambassadeurs et des agents locaux. C'est une mise en tutelle incontestable, et les termes dans lesquels on l'a signifiée à la Turquie sont d'une roideur et d'une vivacité qui ne doivent pas adoucir la douleur du coup dont on la frappe.

Comme se fait-il donc que les journaux russes aient accueilli avec une extrême froideur un protocole qui comble leurs plus audacieuses espérances? Le correspondant du *Times* se le demande, et il imagine des raisons très ingénieuses pour expliquer un phénomène aussi peu naturel. Nous croyons cependant qu'on peut se rendre compte, sans recourir à des suppositions invraisemblables, de la déception que certaines personnes ont éprouvée à Saint-Petersbourg. Le protocole ressemble pour une partie des diplomates et des militaires de la Russie, au cheval de Roland, qui avait toutes les qualités du monde, mais qui, par malheur, n'existait pas. Le protocole a, lui aussi, des qualités extraordinaires; mais il n'est pas bien certain qu'il existe réellement. Il mourra même à coup sûr si l'armée du Pruth n'est pas prochainement démobilisée. Le jour où le premier soldat russe met-

destin cruel? Nos malles seront bientôt faites, ajouta-t-il en souriant.

Maurice entra dans la maison, prit les pistolets et tout ce qu'il nous fallait, et nous nous dirigeâmes vers la cible. Au bout d'une demi-heure, nous nous arrêtrâmes.

— Vous êtes plus fort que moi, dit Maurice. Jamais il ne manquait une occasion de me faire plaisir; mais, cette fois, je savais que ce n'était pas vrai.

Je secouai la tête, et, machinalement, je rechargeai les pistolets que je remis dans la boîte.

— J'ai perdu la clef, dit Maurice, en cherchant autour de lui.

— Cela ne fait rien, répondis-je, il ne manque pas de petites clefs à la maison. Nous en trouverons une.

Nous revînmes à pas lents. Le temps était gris, le vent soufflait par rafales. Déjà les jours précédents nous avions eu d'assez fortes bourrasques; la falaise était glissante; une forte marée, la semaine précédente, avait roulé des blocs de rocher jusque sur le galet au-dessous de nous; je frissonnais, un peu de froid, beaucoup parce que j'avais la fièvre intérieure. Maurice s'en aperçut, ôta sa vareuse et m'obligea, malgré mes refus, à la garder sur mes épaules, pendant qu'il marchait dépouillé à mon côté.

— Quel fils, pensai-je, serait plus attentif, plus respectueux, plus tendre! Pourqu'il faut-il que cet homme fait pour que l'âme doive être mon ennemi, en me prenant mon enfant!

Nous rentrâmes aussitôt. Le vent soufflait en tempête et frappait de grands coups dans nos fenêtres. Pendant le souper il y eut un tel vacarme au dehors que je crus à quelque accident. C'était simplement un volet détaché que frappait le mur. Le tonnerre se mit aussi de la partie, et, pendant une demi-heure, il n'y eut pas moyen d'échanger une parole.

Dès que le calme se fit un peu rétabli: — Comment partirons-nous demain, dit Suzanne, si la mer ne se remet pas?

— Qu'importe! fit Maurice avec énergie; l'essentiel est d'échapper aux poursuites.

— Mais s'il y a danger? fis-je observer.

— Qu'importe, puisque nous serons ensemble!

Leurs deux voix avaient prononcé à l'unisson cette phrase arrachée au plus profond de leurs cœurs. Ils ne furent pas troublés de cette coïncidence. Le danger, cette nuit d'orage, et la fièvre de leur passion les emportaient malgré eux. Leurs yeux se croisèrent, leurs mains se joignirent, et je sentis que j'allais cesser d'être le plus fort.

Nous fîmes des malles et nous brûlâmes des papiers pendant une partie de la nuit. Rien ne devait rester derrière nous qui pût trahir notre identité ou mettre sur nos traces. Vers le matin, chacun se retira, brisé de fatigue, pour prendre un peu de repos. Pierre m'avait loué une barque. La marée serait propice à dix heures du matin, le vent était bon, quoique la mer fût encore houleuse du grain de la veille; mais ce n'était pas une considération de cet ordre qui devait nous arrêter en un tel moment.

J'avais fait atteler le cheval d'un voisin à une carriole empruntée, afin d'épargner à ma fille la fatigue d'une longue marche. Mais, comme le chemin était assez mauvais devant la maison, il fut convenu qu'on la conduirait jusqu'à un endroit sec, un peu plus haut sur la falaise, et que nous irions la rejoindre à pied. Nous nous assimes d'un frugal repas préparé par Félicie qui laissait tomber de grosses larmes dans les assiettes.

— Ne pleurez donc pas comme ça, Félicie, lui dit Suzanne, vous serez mariée dans quinze jours avec votre bon ami. Vous n'êtes pas à plaindre, vous!

— Ah! madame, que je voudrais qu'il pût vous en arriver autant! dit naïvement la bonne fille.

Suzanne rougit et baissa les yeux. Ce mot presque brutal dans sa simplicité venait de blesser sa dignité féminine. Un certain malaise nous saisit tous les trois.

— Ah! la boîte à pistolets, dit Maurice. Mettez-la bien en vue, Pierre, sans cela je la oublierai.

Nous terminâmes notre repas lorsque Pierre m'annonça la visite du propriétaire de la maison. Il avait vu nos bagages dans la carriole et venait prendre congé de nous. Comme les visites de province n'en finissent pas si l'on n'y met bon ordre, je sortis de la maison pour l'empêcher d'y entrer, et je donnai en même temps l'ordre de conduire la carriole à l'endroit où elle devait nous attendre. Je la vis bondir à droite et à gauche sur le pavé raboteux, elle tourna le coin et je descendis dans le jardin pour recevoir mon hôte importun. Maurice et Suzanne rentrèrent dans la salle à manger pendant que Félicie était le couvert.

Notre propriétaire, qui m'avait entraîné hors du jardin, sur la falaise, me raconta ses malheurs: la pluie de la veille avait percé son toit, une pierre tombée lui avait tué une poule.

— Vous avez bien mauvais temps pour votre voyage, me dit-il, mais voici des paroliers qui viennent par ici, et qui n'ont pas dû avoir beau temps hier non plus.

Je me tournai du côté de la ville qu'il m'indiquait, et je vis arrêtée sur la route une voiture de louage, près de laquelle deux individus d'une classe que je ne pus définir se débattaient les jambes au moyen d'un peu de gymnastique. A cent pas devant moi, abritant ses yeux de la main pour mieux me reconnaître, M. de Lincy me regardait attentivement.

Je sentis un coup si violent au cœur que je faillis perdre pied. Mon interlocuteur qui avait remarqué ma surprise me jeta un coup d'œil curieux.

— Vous le connaissez donc, ce monsieur? fit-il.

— Je crois que oui, mais il ne peut avoir grand'chose à me communiquer. Je vous en prie, mon bon monsieur, allez dire aux enfants qu'ils partent sans m'attendre, je les rejoindrai dans un instant.

— Les enfants? fit le Normand d'un air fûté, la jeune dame n'est donc pas votre femme? On disait dans le pays que c'est votre fille, c'est donc vrai?

Je fis un geste de colère, — mon Normand s'écarta de quelques pas, — M. de Lincy approcha à grands pas.

— Allez, allez, lui dis-je, il y aura cent francs pour vous.

— Espérant l'avoir alléché par l'appât d'une récompense, je descendis au-devant de mon gendre. Une rencontre était inévitable, au moins valait ne pas le laisser approcher de la maison. Mon Normand, au lieu de m'obéir, se retira un peu à l'écart derrière un rocher, pas trop près, mais assez pour ne rien perdre de nos gestes, sinon de nos discours.

— Enfin, dit mon gendre en me saluant poliment, je vous retrouve! Vous pouvez vous vanter de m'avoir fait faire du chemin! Heureusement, votre Pierre a réussi par le flambeau de l'hymen.

J'étais décidé à jouer cartes sur table. — Vous n'aurez pas ma fille, lui dis-je. Combien voulez-vous pour me la laisser?

— J'ai déjà eu l'honneur de décliner une proposition semblable, dit Lincy; je ne suis pas venu si loin pour m'en retourner bredouille. C'est ma femme que je veux, et je me suis arrangé pour la ramener au domicile conjugal. — J'aimerais mieux que ce fût de son plein gré, ajouta-t-il avec un sourire faux sur sa face blême.

tra le pied sur le territoire roumain, le protocole aura été, et de l'immense succès diplomatique remporté par le comte Schouvaloff il ne restera que le souvenir d'une rapide et brillante illusion. C'est en vain, en effet, que les journaux russes et le Nord s'efforcent de noyer sous les sophismes la déclaration de lord Derby : cette déclaration est d'une netteté qui déjoue toutes les équivoques. Sans désarmement, pas de protocole ! Tel est le sens indiscutable des paroles prononcées par lord Derby et par M. Menabrea, auxquelles nous regrettons que M. d'Harcourt ne se soit pas associé. La Russie a obtenu l'abrogation virtuelle de l'article du traité de Paris, mais à une condition : c'est qu'elle renoncera au rêve d'un mandat européen et aux projets d'action isolée qu'elle nourrissait depuis deux ans.

Le gouvernement de Saint-Petersbourg a donc aujourd'hui à choisir entre le maintien du protocole et la démolition de son armée. Nous avons dit que cette décision dépendait uniquement d'elle, et nous ne pouvons, malgré toutes les critiques que nous nous sommes attirées en parlant ainsi, modifier notre manière de voir. Le Nord consacre un long article à nous démontrer que nous avons eu tort de qualifier de « difficilement exécutable » les conditions auxquelles la Russie a subordonné son désarmement. L'adjectif que nous avons employé afin d'exprimer notre pensée sous une forme très adoucie a fourni à notre confrère l'occasion de nous accabler sous des arguments qu'il croit irréfutables. Il se serait peut-être dispensé de cette peine si nous avions expliqué sans ménagements dès le premier jour ce que nous entendions par les mots « difficilement exécutable ». D'après nous, l'exécution des conditions énoncées par le comte Schouvaloff est douteuse, parce qu'elle dépend au moins autant de la Russie que de la Turquie. Qui peut mettre en doute que la paix avec le Monténégro se ferait en quelques heures si le cabinet de Saint-Petersbourg adressait un mot seulement au prince Nikita, tandis qu'elle ne se fera pas du tout s'il l'encourage dans ses ambitions excessives ? Cette première difficulté écartée, la Porte ne demanderait pas mieux que de placer au plus vite son armée sur le pied de paix ; mais encore faudrait-il que les mesures militaires de la Russie fussent interrompues et que les troupes massées sur le Pruth cessassent de menacer son indépendance nationale. Supposons, en effet, que la Turquie, se soumettant sans murmurer à la seconde condition du comte Schouvaloff, renvoyât ses soldats dans leurs foyers, qui oserait lui répondre que la troisième condition ne servirait pas aussitôt de prétexte pour infliger à son imprudence un terrible châtiement ? La Porte a poursuivi depuis plus d'un an, avec une bonne volonté incontestable, sa réorganisation intérieure, et jamais néanmoins la Russie n'a voulu rendre justice à la sincérité de ses efforts.

Le passé est bien fait pour inspirer des craintes sur l'avenir. Personne ne nous dit quel sera le juge chargé de décider si la Turquie a entrepris sérieusement les réformes mentionnées dans le protocole. Sera-ce la Russie seule ? Exiger d'un pays de braver de gaieté de cœur une pareille incertitude est certainement une des prétentions les plus étranges qu'ait jamais émises la diplomatie, sans parler de la question des massacres qui vient encore compliquer le problème soulevé par le comte Schouvaloff. Il eût été nécessaire de s'entendre nettement sur le sens du mot massacre. S'il faut en croire les journaux russes, la Turquie est encore tous les jours le théâtre de scènes de genre de celles qui se sont passées en Bulgarie. De plus, les bandes insurrectionnelles qui ont été renvoyées de la Serbie après la conclusion de la paix ont reparu en Herzégovine et en Bosnie, où elles recommencent leurs détestables manœuvres. Il faut bien que les troupes turques les poursuivent et les traquent ; mais cette guerre irrégulière ne serait-elle pas aussi par hasard, aux yeux des comités slaves, un véritable massacre. Avant de demander à la Turquie de ne pas se défendre, ne devrait-on pas insister à ses ennemis de l'attaquer ? Et si, juste d'ailleurs l'incendie et de se plonger ensuite dans les désastres qu'il produit ?

En résumé, si le Nord veut bien passer en revue les conditions énumérées par le comte Schouvaloff, il reconnaîtra que l'exécution en est subordonnée aux démarches du gouvernement de Saint-Petersbourg et aux résolutions des comités slaves. C'est pour cela que nous les avons traitées de « difficilement exécutable ». Mais, en supposant qu'elles soient toutes réalisées, l'ambassadeur russe a-t-il promis que son pays procéderait à un désarmement immédiat ? non ; il s'est contenté de déclarer, dans un langage dont on s'est justement plaint, que la Russie autoriserait la Porte à lui envoyer un ambassadeur spécial pour traiter du désarmement. Aussi, même après la soumission complète de la Turquie, c'est à Saint-Petersbourg que la question de paix ou de guerre sera tranchée. Avons-nous tort de dire que le mot de lord Derby n'avait jamais été aussi vrai que depuis le protocole et que toute la responsabilité des événements qui se préparent pesait sur la tête de l'empereur Alexandre ?

Le Times, commentant les dernières nouvelles de Constantinople, estime que la Russie ne serait pas justifiée de déclarer la guerre parce que la Turquie ne donnerait pas satisfaction à toutes les demandes comprises dans la déclaration du comte Schouvaloff. Les acceptations « flat, pour la Porte, subir une réelle humiliation. Le ton des demandes de la Russie est celui d'une sommation à un ennemi vaincu qui sollicite la paix. Si la Porte consentait à envoyer un délégué spécial pour traiter du désarmement, ce serait parce qu'elle a le sen-

timent de sa faiblesse, ou qu'elle croit qu'en traitant directement avec son adversaire elle pourrait gagner un grand avantage.

« Il se peut, ajoute le Times, que le moment d'une entente possible entre la Turquie et la Russie sans l'intervention des autres puissances soit passé ; il se peut aussi que l'envoi d'un délégué spécial blesse trop profondément l'orgueil de la Turquie ; mais il faut tenir compte de ces susceptibilités, et les puissances ont le droit de demander à la Russie qu'elle se montre modérée, quelles que soient d'ailleurs les prétendues provocations qu'elle puisse alléguer contre la Turquie. »

Le Français adresse des conseils de modération à la Russie :

« Le gouvernement de czar a beaucoup obtenu de l'Europe dans les dernières négociations. La signature du protocole, en faisant solennellement de la condition intérieure de la Turquie une affaire d'intérêt européen, a été un succès réel pour la politique de la Russie et une éclatante satisfaction pour son amour-propre national.

« L'Angleterre, notamment, lui a en quelque sorte cédé en cette circonstance le premier rôle dans les affaires d'Orient.

« Mais, en augmentant ainsi son influence et son prestige, on a augmenté sa responsabilité.

« Elle doit d'autant plus à l'Europe d'être modérée ; et cette modération n'est-elle pas facile au moment d'un succès diplomatique ? Toute autre conduite donnerait raison à ceux qui ne voyaient derrière ses démarches diplomatiques et la philanthropie de ses manifestes qu'une ambition obstinée patiente, mais implacable.

« Mais que seront nos conseils de sagesse, de paix, au milieu de tant de complications, de conflits ouverts, d'amour-propre engagé et peut-être d'intrigues secrètes ? En attendant, remarquons que plus les affaires s'embrouillent en Orient, plus la situation ébranlée de M. de Bismarck semble se raffermir à Berlin. Quel lien cache existe-t-il donc entre ces deux faits ? »

La Liberté prévient la Russie que si elle poursuit trop loin ses exigences, l'opinion publique deviendrait sévère à son égard.

« La Turquie en est arrivée à un point où ses plus graves intérêts lui commandent de grands sacrifices. Mais il faudrait aussi que le cabinet de Saint-Petersbourg, conformément à sa politique aux intentions du czar qui ne veut pas la guerre ne s'obstinât pas à exiger de la Turquie plus que celle-ci ne peut accorder.

« L'opinion publique est aujourd'hui tentée de se demander si, en signant le protocole, la Russie a voulu sincèrement le désarmement, ou si elle n'a pas cherché l'occasion de placer la Turquie dans une situation de plus en plus compromise vis-à-vis de l'Europe.

« Si la Russie veut la paix, le protocole, qui a été pour elle une victoire diplomatique, lui offrirait et lui offre encore un moyen facile de l'assurer. Mais si elle ne profite de cette victoire que pour pousser la Turquie dans ses derniers retranchements, ne doit-elle pas craindre que l'opinion publique ne juge sévèrement sa conduite et ne lui impute un calcul qui serait en complet désaccord avec les intentions généreuses et pacifiques de son souverain ? »

GRÈCE.

NOUVELLES DIVERSES.

Athènes, le 7 avril 1877. Plusieurs capitalistes ont manifesté l'intention de souscrire pour des sommes considérables à l'emprunt de 10,000,000.

Le gouvernement hellénique a commandé six batteries d'artillerie, système Krupp, dont 4 batteries de montagne. Ces six batteries d'artillerie, avec tous leurs accessoires, coûteront 800,000 francs.

M. Otto Luder, ancien directeur de l'école allemande d'Athènes, ancien chargé d'affaires d'Allemagne en Grèce, a été nommé gouverneur du prince héritier.

Mercure, jour de l'expiration de sa peine, M. Balassopoulos, ancien ministre des cultes, condamné à un an de prison par la Haute-Cour a été mis en liberté. Son collègue et complice, M. B. Nicolopoulos, qui avait été condamné à dix mois de la même peine, avait été mis en liberté soixante jours auparavant.

Les fouilles pratiquées au sud de l'Acropole ont mis dernièrement à découvert une inscription de 80 lignes. C'est un décret par lequel le peuple d'Athènes accorde un délai au dème des Soultas (qui des quatre anciennes villes de l'île de Kéa) pour le paiement d'une dette de trois talents. Plusieurs monnaies de bronze, rongées par la rouille, ont été découvertes au même endroit.

MM. Delyanni, chargé d'affaires de Grèce à Paris, et M. Nicolaidis, officier du génie, ont été nommés membres de la commission pour la participation de la Grèce à l'Exposition Universelle. Ils sont principalement chargés de la réception des objets à exposer et de l'ordonnance du local qui est concédé à la Grèce.

Des changements sont annoncés dans le personnel administratif. M. Doukas a été nommé préfet d'Argolide-et-Corinthe. MM. Sotiropoulos et Marino, préfet d'Arcadie et de Corfou ont donné leur démission qui a été acceptée. M. Micho est nommé en remplacement de M. Marino préfet à Corfou. D'autres changements sont attendus prochainement.

M. Agathon Bouyouka a été nommé directeur de la police en remplacement de M. Hadjipetro, dont la démission a été acceptée. M. Hadjipetro s'est dignement acquitté des délicates fonctions qu'il remplissait depuis deux ans à la satisfaction générale. La nomination de son successeur, qui a été préfet de police sous le ministère Zaimis, a été généralement bien accueillie.

M. J. Delyanni, ancien préfet des Cyclades, a été nommé secrétaire-général au ministère de l'intérieur en remplacement de M. Zinopoulos, qui avait donné sa démission le jour même de la retraite du ministère Koumoundouros.

Un journal du Pirée annonce que le cuisinier l'Olga entreprendra, pour l'entretien de son état-major et de son équipage, un long voyage jusqu'aux Indes, après avoir visité les ports de guerre français, anglais et italiens de la Méditerranée.

NOUVELLES ETRANGERES.

FRANCE.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878.

Le Herald publie un article très chaleureux en faveur de la participation d'Etats-Unis à l'Exposition universelle de Paris.

Le Messenger franco-américain de son côté croit savoir que le président Hayes est tout disposé à seconder les démarches des exposants américains, en attendant la nomination d'une commission définitive par le congrès. On prépare la formation d'une commission provisoire qui va s'occuper activement de tous les préparatifs préliminaires afin d'assurer une large représentation de l'industrie et de l'agriculture américaines à Paris. « Quant à la sanction ultérieure du congrès, dit le Messenger franco-américain, et au vote du crédit nécessaire, ni l'un ni l'autre ne font question. »

Enfin, une dépêche de Washington en date du 23 mars, adressée au Courrier des Etats-Unis porte ce qui suit :

M. Nathan Appleton est revenu aujourd'hui de Philadelphie où il a eu une longue conférence avec les promoteurs de la dernière Exposition ; il a présenté à M. Ewart, secrétaire d'Etat, une esquisse du projet de participation des Etats-Unis à l'Exposition de Paris, avec l'estimation approximative des dépenses nécessaires. Il croit que ces dépenses ne pourront pas être moindres de 300,000 dollars pour une participation digne des Etats-Unis, et encore faudrait-il que les marchandises destinées à l'Exposition fussent reçues à New York dans des entrepôts du gouvernement et transportées au Havre sur des navires de la marine américaine. Il croit, cependant, que 500,000 dollars devraient être affectés à cette affaire pour faire honneur au pays à Paris. Les gentlemen qui se sont mis à la tête de ce mouvement ont la ferme espérance que le président Hayes trouvera le moyen d'accepter, en temps opportun, l'invitation de la république française. Il réalisera ainsi le désir général du public américain de prendre part à cette Exposition, non-seulement pour maintenir notre amitié traditionnelle avec la France, mais encore, au point de vue commercial, pour obtenir en Europe la confirmation du verdict de supériorité de beaucoup de nos produits sur les produits similaires européens.

ANGLETERRE.

On écrit de Londres, au journal Le Temps :

Le premier sentiment inspiré par la lecture du protocole et des pièces y annexées a incontestablement été la surprise. On ne s'attendait pas à un document aussi significatif, d'un ton aussi péremptoire, et si peu en accord avec les traités de 1856. A vrai dire, l'opinion semble assez généralement considérer le protocole comme un abandon implicite de l'article 9 du traité de Paris. Jusqu'ici, fait-on remarquer, les puissances, tout en intervenant dans les affaires intérieures de la Turquie, l'avaient fait par des conseils et des propositions. Leur mode de négociation impliquait la reconnaissance d'une égalité diplomatique entre la Porte et elles. Aujourd'hui, elles signifient à un Etat, qui semble rejeter hors du concert européen, leurs propres volontés. Elles parlent le langage de la défiance, un langage que ne justifie que trop une longue suite d'événements, mais dont l'emploi n'en indique pas moins une profonde altération des relations internationales.

Comme me le disait spirituellement un ex-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du ministère Gladstone, le protocole est bien plutôt l'acte final de la conférence préliminaire que celui de la conférence plénière. Et c'est peut-être là (au sentiment de mon interlocuteur) ce qui fait le danger de cet instrument.

Sans doute, on ne saurait regretter que l'accord des puissances se soit établi sur un document aussi significatif, et non pas sur un texte dépourvu de toute importance par des remaniements successifs. Mais est-on bien assuré que la Porte ne ressentira pas le langage qu'on lui tient ? Qui sait si le protocole, si soigneusement expurgé par le cabinet de Saint-James de tout ce qui pouvait léser les puissances signataires à une action ultérieure, ne fournille pas de termes faits pour éveiller la susceptibilité des hommes d'Etat ottomans ? Et dans ce cas ne comprend-on pas immédiatement l'avantage que tirerait la Russie de sa position nouvelle ? Sans doute, c'est un point que l'Angleterre lui a bati ; par malheur, il me semble que c'est un point tournant qui peut aussi bien lui servir à faire battre le Pruth à ses troupes qu'à les faire battre en retraite.

Dira-t-on que lord Derby s'est soigneusement gardé d'un tel péril en stipulant comme condition à la validité du protocole le désarmement réciproque ? Mais a-t-on examiné de bien près la valeur de cette réserve ? Qu'est-ce donc essentiellement que le protocole, sinon une déclaration des vues communes auxquelles sont arrivées les puissances signataires ? Et comment annuler éventuellement l'effet produit par une telle déclaration ? Si le protocole contenait des engagements proprement dits, l'invalider dans certains cas serait se réserver une liberté suffisante ; mais si, comme l'affirment les ministres et leurs organes les plus affidés, il n'innove rien, il n'introduit aucune nouvelle obligation, que signifie donc cette rescision d'un acte simplement déclaratif ? La seule clause proprement dispositive que l'on puisse découvrir dans ce texte, c'est le paragraphe final où les puissances annoncent, en cas d'inexécution des réformes, leur intention d'aviser en commun aux meilleurs moyens d'assurer la paix et l'amélioration du sort des populations chrétiennes.

Faut-il croire qu'on cas où les choses en arriveraient une fois de plus à une crise aiguë, par suite du non-désarmement, la déclaration de lord Derby exclurait à l'avance toute idée d'une négociation nouvelle ? Et quel autre sens donner aux réserves du principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères ? Croyez-le bien, poursuivait mon interlocuteur, les Russes ont su ce qu'ils faisaient en lançant le général Ignatieff à la rescousse pour obtenir ce protocole. Ils ont amené l'Europe à abandonner tacitement le régime

des traités de 1856 ; ils lui ont en quelque sorte arraché une mise en demeure à la Porte, et ils ont eu soin d'entourer leurs propres concessions de tant de si et de mais qu'elles se réduisent à néant. Ce document à la main, il leur devient facile de pousser la Porte à un refus compromettant, et, en dépit de toutes les rétractations ultérieures, il ne leur sera pas moins possible d'en appeler toujours à cette expression solennelle des vues des puissances pour justifier leur action.

Ce jugement, assez remarquable pour que j'aie cru devoir vous le transmettre, émane d'un adversaire résolu du gouvernement, et cette origine enlève sans doute quelque chose à sa valeur. Dans beaucoup d'esprits, la grande peur même des avantages que le protocole confère à la Russie apparaît comme une raison suffisante pour qu'elle ne pousse pas plus loin. Je n'en ai pas moins entendu, à diverses reprises, et sous des formes à peu près semblables, des critiques analogues à celles que je viens de résumer. Si le ministère a pensé consolider du coup sa position en signant le protocole, il a fait erreur. Trop de nuages voilent encore l'avenir le plus immédiat pour qu'il soit possible de juger la valeur réelle de cet acte. L'opinion publique attendra que les conséquences s'en soient développées en Orient pour rendre un verdict d'où dépend en grande partie le sort final du cabinet.

AUTRICHE-HONGRIE.

On écrit de Vienne, à la date du 6 avril :

Nous ignorons encore ici, à l'heure où j'écris, ce qui doit avoir été dit hier dans le sein du Parlement hongrois, mais nous connaissons, depuis quarante-huit heures déjà, le contenu officiel du protocole.

L'impression générale est que ce document, très-mesuré dans la forme et très-circospect dans le fond, pouvait être accepté par la Porte si la déclaration touchant le désarmement ne fût venue gêner la tout par le caractère impératif qu'il paraît avoir vis-à-vis de la Turquie. Cette opinion que m'exposait ce matin, avec une autorité incontestable, le général Klapka qui vient de Constantinople pour se rendre à Nice où se trouve sa famille, est partagée par des hommes très autorisés et d'une manière générale par tous ceux qui ont suivi de près la dernière phase diplomatique de la question. D'après mon interlocuteur, on est persuadé à Constantinople que la Russie ne veut pas la guerre, et la Porte elle-même, malgré quelques paroles imprudentes, se montrait en dernier lieu très inclinée à la sagesse ; les conseils de Londres et de Vienne avaient fort bien senti et le terrain était prêt pour y semer la concorde et la paix.

Dans ces conditions, le protocole eût réussi, n'en doutez pas, car la Turquie elle-même pouvait y voir un succès relatif pour sa politique passée, et ce succès même pouvait être exploité habilement pour calmer les dispositions belliqueuses des musulmans. Pourquoi a-t-il fallu que le comte Schouvaloff redigât dans les termes que vous savez la promesse de désarmement réclamée par le cabinet de Londres, avec plus de persistance peut-être que de sagacité ? Le comte Andrássy avait exposé au général Ignatieff différentes formules à ce sujet ; toutes furent refusées par Saint-Petersbourg qui répondit qu'on allait s'entendre directement avec Saint-James. Lord Derby a-t-il passé condamnation sur la forme afin d'obtenir le fond ? C'est probable, mais il est à craindre qu'il ne soit allé contre son but.

En somme, le patriotisme hongrois rapporte du Bosphore, où il a vu de près les chefs du pouvoir, la conviction que les hommes éclairés y veulent la paix, mais qu'ils ont à calmer la surexcitation des esprits.

La déclaration Schouvaloff n'y aidera pas, dit le général, et son premier résultat sera de rendre très difficile l'envoi à Saint-Petersbourg d'un délégué ottoman. On n'est guère porté à parler de paix ou de désarmement avec un adversaire qui tient un langage aussi péremptoire. D'ailleurs, ajoute-t-il, il est peu admissible que l'on soit juge et partie dans sa propre cause. Si quelqu'un doit décider du différend à ses yeux, ce n'est ni la Russie ni la Turquie, mais un tiers, qui pourrait bien être l'Autriche-Hongrie, puisqu'elle est, après les deux parties en présence, la puissance la plus directement intéressée dans la question.

L'armement de notre artillerie avec le nouveau canon est à peu près terminé. Le 6 de ce mois on a essayé le 156^{mm} canon, de sorte que notre artillerie dispose aujourd'hui déjà du nombre de pièces qu'il lui faudrait pour entrer en campagne. Il reste encore à couler : 80 pièces de montagne du calibre de 7 centimètres et les canons de réserve, soit : 780 pièces de campagne, du calibre de 8, 9 et 10 centimètres, et 40 pièces de montagnes.

(Corresp. gén. autrichienne.)

Un rapport officiel sur l'état des semences constate que sur tous les points de la monarchie, les productions en terre sont pleines de promesses, et que si rien ne vient les modifier défavorablement on a lieu de s'attendre à une bonne récolte.

RUSSIE.

L'ESCADRE RUSSE A NEW-YORK.

L'escadre russe, qui était en station à Norfolk depuis un mois, est arrivée à New-York. Elle se compose des trois navires de guerre Svetlana, Bogatyr, et Askold. La frégate la Svetlana, qui porte le pavillon du contre-amiral Boutakoff II, est commandée par S. A. I. le grand-duc Alexis ; elle porte 11 canons et a un équipage de 500 hommes.

Le Bogatyr est une belle corvette de 2,000 tonnes, ressemblant de loin à un clipper et d'une marche rapide à la voile. Avec la vapeur seule elle fait 9 milles à l'heure ; ses engins sont d'un ancien système. Son armement consiste en huit canons rayés de 6 pouces, chargeant par la culasse, et quatre canons du même modèle. Ces diverses

pièces ont été construites en Russie, d'après le système Krupp perfectionné. Elles sont montées sur affûts à pivot, et leur place, en temps ordinaire, est à l'avant ; à l'arrière, où elles occupent peu d'espace. Les quartiers, tant des officiers que des hommes, sont spacieux et pourvus d'un bon système de ventilation. L'équipage comprend 315 hommes.

L'Askold, corvette à vapeur de 2,000 tonnes, est armée de douze canons rayés de 6 pouces se chargeant par la culasse, et montés sur affûts à pivot placés en temps ordinaire au milieu du pont, non à ses deux extrémités comme pour le Bogatyr. Son équipage comprend 300 hommes parfaitement exercés et disciplinés, attendu qu'ils sont en service actif ininterrompu depuis cinq ans, la plupart du temps dans les eaux asiatiques.

Il y avait déjà dans le port une corvette à vapeur russe, arrivée le mois dernier le Kragserre. Le Kragserre jauge 1,500 tonnes ; il est armé de trois canons rayés de six pouces placés sur des plates-formes tournantes et de quatre canons de neuf livres placés aux sabords. Le navire est construit en fer, bordé en bois et doublé en zinc. La machine est d'une force de 250 chevaux.

Les navires russes ont été escortés par le vapeur des Etats-Unis Powhatan, sur lequel a été transféré, immédiatement après son arrivée, le pavillon du vice-amiral Rowan, amiral du port de New-York. Les vaisseaux russes ont tiré une salve de 21 coups de canon à laquelle il a été répondu par le Powhatan et par les canons de l'arsenal maritime.

Après les saluts, l'amiral Rowan est allé à bord du Svetlana, qui a tiré en son honneur une nouvelle salve de 15 coups.

ITALIE.

Rome, 9 avril.

Le Livre Vert a été distribué aujourd'hui au corps diplomatique et envoyé aux représentants de l'Italie à l'étranger.

Il sera distribué demain aux membres du Parlement.

Le Livre Vert ne comprend que des documents relatifs aux affaires d'Orient. Ces documents sont au nombre de 310 et s'étendent du 17 juillet 1875 au 10 février 1877.

M. Nigra, dans un rapport daté du 10 décembre 1876, rend compte de son entrevue avec le czar, qui lui déclara que la mission de lord Salisbury l'avait favorablement impressionné et qu'il espérait un accord des puissances. Ce n'était pas, dit le czar, une question de slavisme, mais une question d'humanité.

Le czar confirma les déclarations faites à lord Loftus à Livadia, qu'il ne songeait ni à des conquêtes dans les Indes, ni à des annexions sur le Bosphore. Ce qu'il désire, ajouta-t-il, et ce que j'ai le droit d'obtenir, c'est qu'il soit mis un terme à la situation intolérable des chrétiens de Turquie, en leur donnant les bénéfices d'une bonne administration, et en écartant ainsi une cause permanente de troubles. La Russie, par sa position, est plus directement intéressée à obtenir ce résultat. L'Europe y a aussi un intérêt capital. Mais il ne faut pas se contenter de promesses et de paroles vaines. L'organisation d'un système constitutionnel parlementaire pour tout l'Empire turc est une illusion ; ce système ne pourra jamais fonctionner en Turquie.

M. Nigra répondit que les sympathies de l'Italie étaient acquises aux populations opprimées de l'Orient. Le gouvernement italien s'efforcera de leur faire obtenir des garanties de bonne administration, mais il désire que l'on trouve d'autres garanties qu'une occupation armée, laquelle pourrait donner lieu à des complications et présenterait des difficultés lorsqu'il faudrait la faire cesser à un moment déterminé.

Le czar répondit à cette observation : « Je puis assurer que si je suis forcé d'y entrer, je saurai en sortir. »

Le czar examina ensuite la question des garanties.

Il exprima l'avis que la garantie la plus efficace consistait dans une occupation armée. Toutefois, si la conférence trouvait d'autres garanties non moins efficaces, le czar prendrait en considération ; mais il est nécessaire qu'elles soient efficaces.

Dans une dépêche adressée à M. Corti, le 30 novembre 1876, M. Melegari fait connaître l'impression que lui a laissée sa conversation avec le marquis de Salisbury. Il constate les dispositions pacifiques de l'Angleterre ainsi que sa résolution de seconder les idées de la Russie pour introduire en Turquie des réformes efficaces avec des garanties. MM. Melegari et Salisbury se sont préoccupés tous les deux des éventualités d'une occupation armée de la Russie. M. Melegari a développé ses vues au sujet d'une médiation des puissances pour le rétablissement de la tranquillité, tout en exprimant ses craintes relativement aux dispositions de la Turquie. MM. Melegari et le marquis de Salisbury sont tombés d'accord.

Une dépêche de M. Melegari au comte Corti, en date du 6 décembre 1876, se prononce pour la cession du petit Zvornik à la Serbie. Relativement au Monténégro, M. Melegari dit que l'Italie adopte en pratique le point de vue que l'Autriche et la Russie considèrent le Monténégro comme indépendant.

Quant à l'idée d'un accroissement de territoire du Monténégro, le gouvernement italien croit, sans que ceci toutefois soit une opinion formelle, que le territoire monténégrin doit être augmenté du côté de l'intérieur spécialement au moyen de portions de territoire longtemps contestées, mais l'opinion du gouvernement italien ne serait pas à priori favorable à la cession au Monténégro d'un territoire sur les côtes de la mer.

Notre avis sur ce point, dit le ministre, devrait être réservé jusqu'à ce que les autres cabinets se soient prononcés.

M. Melegari exprime l'opinion que l'on pourrait en tout cas trouver une solution intermédiaire en stipulant, par exemple, que le port à céder au Monténégro ne pourrait pas prendre l'importance d'un port de guerre.

Les autres documents contenus dans le Livre Vert se rapportent à la Note Andrássy, à l'entrevue de Berlin, au Memorandum de Berlin, à la reconnaissance de Mourad, à l'armement des bachi-bozouks, à l'entrevue de Reichstadt, à la recommandation faite par M. Melegari aux parties belligères relativement aux règles et aux droits des gens, à la médiation intervenue entre la Serbie et la Turquie, à l'armistice, etc.

Une dépêche de M. Melegari au comte Corti, en date du 4 novembre 1876, trace un plan complet de réformes administratives, financières et judiciaires en Turquie.

FAITS DIVERS.

UN MARIAGE MANQUÉ.

Un fiancé qui, le jour du mariage, au moment même où la voiture vient le chercher, reste tranquillement dans son lit, prétextant une indisposition, et qui se lève dès que l'équipage a tourné le coin de la rue, n'est pas certainement un amoureux fort épris. Néanmoins, comme cette conduite étrange est injurieuse pour la future, celle-ci a demandé au tribunal de Londres réparation de ce mauvais procédé. Voici les faits : M^{lle} Nelly Vihert, l'ariane abandonnée, a 75 ans. Le séducteur, Richard Hampton, est plus jeune, il ne compte que soixante-sept printemps. Ils s'étaient rencontrés dans le monde, s'étaient plu, et pour être plus près de miss Nelly, Richard avait abandonné la campagne et était venu habiter la ville dans une des maisons appartenant à sa future. Pourquoi M. Richard refuse-t-il aujourd'hui formellement d'épouser miss Nelly ? La veille du jour où devait être célébré le mariage, les deux amoureux avaient dîné ensemble ; Richard avait trouvé le pâté de bœuf trop assaisonné, de là était née une discussion, une querelle même, et dans un mouvement de colère, Nelly avait déclaré qu'elle ne serait jamais la femme de Richard.

Ce dernier ayant pris la chose au sérieux n'avait pas voulu quitter son lit le matin de noce, et il informait le jury que non-seulement le pâté était mal confectionné mais qu'il suppose qu'il était drogué. Car il en est résulté pour lui une violente indigestion. Le jury, après être resté en délibération secrète pendant plus de deux heures, a rendu un verdict en faveur de Nelly et lui a alloué deux cent cinquante francs de dommages-intérêts.

VARIÉTÉS.

The matrimonial news.

Il y a en France des journaux qui publient des petites correspondances plus ou moins morales, dont se délectent les salons conservateurs et les familles bien pensantes. En Angleterre, il y a aussi un journal de petites correspondances ; mais celui-ci ne fait que de vrais et sérieux mariages.

Le Matrimonial News est, comme il le dit, entre deux filets, un journal hebdomadaire dévoué à la propagation des félicités de la vie conjugale.

Rien n'est plus paternel que l'avis au public du prévoyant directeur de cette bonne gazette, si pénétrée du désir de faire le bonheur d'autrui.

Cet avis date de la création du journal et paraît depuis en tête de chaque numéro, et il y restera jusqu'à ce que le dernier vieux garçon ait épousé la dernière vieille fille.

Voici le premier alinéa de cet avis si paternel :

« Le mariage est une institution si ancienne, elle a été de tout temps d'un si puissant intérêt pour l'humanité, qu'en offrant au public un journal spécialement dévoué à la propagation du mariage et des félicités conjugales, nous sommes persuadés de répondre à un besoin national. »

Ne niez pas. Ce journal n'est pas un nouveau-né, c'est un grand garçon, il marche seul et donne les plus belles espérances. On le rencontre partout, dans les villes comme dans les hameaux, en plein Londres comme en pleine Cité ; on le crée dans les rues comme ses confrères, et comme eux, on l'achète sans mystère.

Le directeur de ce journal a-t-il réellement, comme il s'en flatte, répondu à un besoin national ? Nous le croyons. D'après les statistiques, il est prouvé qu'en Angleterre le nombre des femmes dépasse de plus d'un million le nombre des hommes ! Les émigrations aux Indes et en Australie enlèvent chaque année une centaine de mille de jeunes gens qui s'en vont tenter la fortune, sans se soucier des jeunes filles en larmes qu'ils laissent derrière eux.

La bonne gazette fait tous ses efforts pour apporter quelques consolations à tant de douleurs, et voici comment elle procède, par exemple, pour mettre le n° 6,638 ou 7,716 en rapport avec le n° 650 ou 1880.

Nous traduisons quelques-uns de ses tendres appels ou doux soupirs comme on voudra, car il nous répugne d'employer le mot annonce quand il s'agit de deux cœurs qui palpitent et qui veulent aussi leur part des félicités de la vie conjugale.

N° 6,538. « Un vieux garçon âgé de 42 ans, grand, bien construit, solide et riche de santé, ayant les yeux bleus les cheveux châtains, une bonne éducation et cent livres de côté, désire rencontrer une demoiselle de 25 à 28 ans, ou une veuve du même âge sans enfant, décidée à se marier de suite. »

Quelle rédaction ! Comme tout est bien prévu ! Comme la bonne gazette sait bien qu'on doit être solitaire quand on veut prendre femme ! Comme elle n'y va pas de main morte ! Le « décidée à se marier de suite » est admirable et cache tout un monde de surprises !

N° 7,716. « Un gentilhomme descendant d'une vieille famille noble, ayant un intérieur confortable, de belles qualités, un cœur affectueux, âgé de 55 ans, serait heureux de rencontrer une veuve de 40 à 42 ans, ayant un ou deux enfants et désireuse de se marier. »

Celui-ci est certainement un cadet. Avouez que la bonne gazette est vraiment bien dévouée ! Non-seulement elle va trouver le moyen de placer une veuve de retour, peut-être dans une vieille famille noble, mais encore de donner un père noble, à deux orphelins !

N° 8,148. « Une dame, âgée de 29 ans à peine, haute de 5 pieds 3 pouces, d'une constitution délicate, ayant les yeux gris, une petite bouche, les cheveux bruns, longs et abondants, un cœur brûlant et dispose au dévouement, serait enchantée de se trouver en rapport avec un gentilman de 40 à 55 ans, ayant quelques moyens, de bons sentiments et des goûts poétiques. »

Quel signalement net ! Comme on l'arrêterait bien dans la rue en lui disant : « Vous êtes le n° 8,148 ! » Comme on la voit bien, cette longue lady de 5 pieds 4 pouces !

Vous croyez peut-être que ces vieux cœurs brûlants soupirent dans le vide ? D'écoutez-les, voici une réponse :
N° 8,152. « Un respectable confesseur, mesurant 5 pieds 4 pouces, âgé de 54 ans, bien connu, intelligent, bien établi, de bon maintien, et n'étant pas étranger à la poésie, serait heureux de se rencontrer, le plus tôt possible, avec le n° 8,148. »

Vous le voyez : voici le n° 8,148 qui a trouvé chaussure à son pied dans la personne d'un honorable et poétique confesseur qui n'a pas reculé d'une semelle devant les 5 pieds 4 pouces de la lady.
N° 3,115. « Un gentilhomme allemand, âgé de 28 ans, de bonne apparence, bien instruit, robuste et depuis cinq ans à Londres, prie le n° 3,005 d'examiner sa photographie, confiée à l'éditeur du journal, et de lui communiquer ses intentions. »
Voyons maintenant sur quelle lady notre bel Allemand avait jeté son dévolu.

N° 3,005. « Je suis une femme désenchantée. J'ai 4,000 francs de rentes, je suis brune, je passe pour jolie. Je ferai une femme aimante et dévouée. Je désire rencontrer un vrai gentleman étranger en vue de me marier. En voyer son portrait à l'éditeur, qui a mon adresse. »
Mais ce système doit enfanter des mariages monstrueux ? dira-t-on.
C'est la réflexion que nous fîmes un jour à un Anglais.

— Mais, monsieur, dit-il, le divorce est là.
— C'est vrai, mais...
— Tenez, ajouta-t-il, en nous présentant sa femme et ses cinq gros marmots, de joies tout ce bonheur-là au numéro 407.

(Le Siècle)

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir :

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

(Agence Bordeano et C^{ie}.)

Autriche-Hongrie.

Vienne, le 16 avril 9 h. 12 m. soir.

Obligations Rouméliennes... fr. 14. —
Pièce de 20 francs... » 10.38
Agio... » 113.75
Change sur Londres... » 129. —

Les puissances ont entremis leurs bons offices auprès de la Russie en insistant pour l'adoption d'une politique conciliatrice.

L'épiscopat autrichien s'est réuni pour adresser au Pape ses hommages à l'occasion du prochain jubilé et pour arrêter sa ligne de conduite ultérieure à l'égard des lois scolaires.

France.

Paris, le 16 avril.

Obligations Rouméliennes... » 25.25
Bourse agitée.

La Société des Amis de la paix a adressé au Czar une supplique pour le prier d'épargner à la civilisation les horreurs de la guerre.

Angleterre.

Londres, 16 avril.

Les journaux réclament de l'empereur de Russie le maintien du traité de Paris et l'adjoint de mettre en pratique les intentions pacifiques qu'il a si souvent proclamées.

Allemagne.

Berlin, 16 avril.

Le prince de Bismarck est parti pour Lauenbourg.

NOUVELLES DU JOUR.

Télégramme du gouverneur général de Bosnie adressé au ministre de l'intérieur.

Le metessarif et le commandant de Banjaluka me télégraphient à la date du 12 avril ce qui suit :

Le détachement commandé par le capitaine Hussein agha a rencontré aux environs de Kojara une bande composée de quinze individus et commandée par le célèbre chef de bande Zékan.

Dans la lutte qui s'est engagée le chef et neuf de ses compagnons ont été tués. Notre détachement a recueilli les armes et les effets de ces insurgés ainsi que l'argent qu'ils portaient sur eux et dont le montant était de quatre-vingt-dix pièces en or environ.

La Chambre a tenu hier une réunion privée dans laquelle elle s'est saisie du projet de règlement sur la municipalité de la ville de Constantinople.

La séance d'aujourd'hui était publique. On a continué en seconde lecture la discussion du projet de loi sur les vilayets.

Au cours de la discussion, les députés grecs ont soulevé de nouveau la question relative à la phrase *musulmans* et non *musulmans* qui se trouve dans plusieurs articles du projet de loi. Plusieurs députés ont parlé pour ou contre et enfin la Chambre, se déclarant parfaitement renseignée, a demandé que la question soit mise aux voix.

Le président a posé ainsi la question : La phrase *musulmans* et non *musulmans* doit-elle être conservée dans sa rédaction actuelle ?

Presque tous les députés ont voté pour le maintien de l'article dans sa rédaction primitive. Les députés grecs seulement ont voté contre.

Nous donnerons dans nos numéros

suivants le compte-rendu de ces deux séances.

D'après nos renseignements ultérieurs, nous sommes en mesure d'annoncer que la nouvelle donnée par un télégramme et d'après laquelle l'escadre américaine de la Méditerranée aurait reçu l'ordre de se rendre à Constantinople, est contournée.

Nous avons en Russie, dit le *Djérid-Havadis*, deux consuls généraux et sept consuls dont la résidence est à Odessa, Kaffa, Pori, Kertch, Berdianska, Eupatoria, Tiflis, Sokhoun-Kalé, et Tanagerog. La Russie entretient en Turquie 6 consuls généraux, 19 consuls et 35 vice-consuls.

Quelques journaux ont annoncé que le personnel de l'ambassade de Russie a reçu l'ordre de quitter Constantinople. D'après nos renseignements, cette nouvelle est inexacte, le personnel de l'ambassade russe n'ayant encore reçu aucun ordre de départ.

Nous entrons dans la saison pendant laquelle les incendies sont très fréquents à Constantinople.
Cette nuit, vers 11 1/2 heures, le feu a éclaté à Beicos. Il a duré quatre à cinq heures. Une fabrique de chaux a été la proie des flammes. On évalue les dommages à 50,000 piastres.

Presque à la même heure, un second incendie se déclarait à Prinkipo et consumait en peu de temps une maison en pierre, sise près de l'hôtel Giacomo.

D'après le journal turc *Sabah* un décret doit être rendu aujourd'hui qui appellera le général Klappa à un commandement supérieur dans l'armée.

Monsieur le Directeur,

Votre numéro d'hier 16 avril contient un article pris du *Thraki* qui dit que deux prêtres du couvent de St-Georges à Prinkipo, y sont morts de la petite vérole la semaine dernière sans soins médicaux etc. Il est vrai qu'une légère épidémie de petite vérole s'y est manifestée fin janvier dernier. Elle a débuté sur un jeune homme dans le village, et qu'un des prêtres a visité. Celui-ci a été atteint et est mort le 8^e jour de la maladie. Le supérieur du couvent lui-même a subi le même sort. Mais les soins médicaux ne leur ont pas manqué ; ils ont été visités tous les jours et les mesures hygiéniques prescrites en pareil cas y ont été prises. Si la maladie a pris de l'extension dans le village, ce n'est ni la faute de l'administration des affaires civiles médicales de Constantinople, ni celle de l'autorité locale, mais encore celle du médecin municipal qui, à plusieurs reprises, a insisté pour qu'on prit des mesures hygiéniques ; mais bien celle des chefs du village qui n'ont voulu en rien prêter leur concours au médecin municipal. Il n'y a pas eu moyen de persuader la population que le meilleur moyen, en pareil cas, est la vaccine ; aussi les vaccinations et revaccinations ont-elles été peu nombreuses. En tout, du 20 janvier au 25 février suivant, il y a eu à Prinkipo 16 cas de petite vérole dont 4 mortels. Depuis le 25 février aucun nouveau cas n'a eu lieu.

Voilà toute la vérité et rien de plus sur cette maladie dont on a fait tant de bruit en ville, ce qui ne peut qu'effrayer les nombreuses familles qui viennent passer la belle saison dans cette campagne si fréquentée l'été.

C'est au nom du conseil municipal des îles, que nous vous prions, M. le directeur, de vouloir bien insérer cette rectification dans un de vos prochains numéros.

Prinkipo, 17 avril 1877.

Le médecin municipal des îles chargé de l'hygiène publique,
D^r B.

COMPAGNIE RUSSE

de navigation à vapeur, de commerce et du chemin de fer d'Odessa.

AGENCE PRINCIPALE DE CONSTANTINOPLE.

L'état actuel des choses entraînant une stagnation presque complète d'affaires, la Compagnie russe s'engage provisoirement ses services dans le Levant.

Les destinataires des marchandises non consignées encore sont priés de se présenter dans le courant de cette semaine à l'Agence principale de la Compagnie russe avec leurs connaissements.

Un avis spécial fera connaître la date du dernier départ.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Bucharest, 16 avril.
M. Cogalniceanu a adressé une circulaire aux agents de Roumanie portant que sa politique tendra à ne blesser aucun intérêt national et maintenant la volonté de conserver la neutralité.

Les élections sénatoriales auront lieu dans les premiers jours de la semaine prochaine. La convocation des chambres est prochaine. Il est inexact qu'un agent russe ait avisé le gouvernement du passage des troupes russes. On a vu de Kischineff que le czar passera en revue les troupes à Unzhen vers le 19 avril.

Londres, 16 avril.

A la Chambre des communes, M. Jenkins a annoncé qu'il proposerait demain une résolution blâmant les dernières réponses de M. Bourke sur les atrocités de Bosnie et d'Herzégovine.

Dans son discours lord Granville a dit que la surveillance indiquée dans le protocole n'avait pas été appliquée à une autre puissance européenne.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE.

Le professeur Polli, de Milan, à qui la science médicale doit la découverte de l'action de l'acide sulfureux dans l'organisme animal, vient de publier un in-

teressant travail sur l'acide borique et ses préparations chimiques.

L'auteur, après avoir soumis plusieurs substances organiques à l'action de ce sel, a constaté qu'il arrête complètement par sa présence la décomposition de ces matières.

C'est aujourd'hui un fait incontestable que ce corps chimique empêche les matières organiques de se corrompre, de fermenter, et de se putréfier pendant un temps plus long que ne le font les autres antiseptiques.

Ainsi l'acide phénique, les sulfures, etc., etc., comparés avec l'acide borique, ont été reconnus par l'expérience de beaucoup d'inférieurs sous plusieurs rapports à ce dernier, au point de vue de l'action anti-fermentative.

Le professeur Polli, après de nombreux résultats obtenus dans le sens précité, a voulu connaître l'action de ce médicament dans l'organisme vivant, et, après avoir administré, soit l'acide borique soit ses préparations, il est parvenu aux conclusions suivantes :

Que l'acide borique et ses préparations sont parfaitement tolérables par l'organisme humain et qu'ils peuvent être donnés pendant longtemps à des doses convenables sans que son usage puisse produire aucun inconvénient sur la santé.

Ainsi aujourd'hui la science zymologique s'est enrichie d'un autre remède contre les maladies septiques, soit pour les affections internes soit pour les maladies extérieures.

Les expériences dans ce dernier sens qui ont été faites dans les hôpitaux ont toutes confirmé la théorie du célèbre praticien milanais.

Les malades soumis au traitement des préparations boriques ont tous éprouvé des avantages considérables sous l'action de ce nouveau remède.

En dehors de l'action thérapeutique du sel d'Homberg on doit considérer aussi l'avantage qu'on en peut tirer dans la vie domestique.

En effet, l'acide borique est une substance très connue dans le public, et son innocuité et son prix modique rendent son emploi d'une extrême facilité.

Ainsi, avec quelques petites doses de ce sel, on peut conserver le beurre, le lait, la viande, les légumes etc. etc. pendant plusieurs semaines, et ensuite en faire usage sans aucun inconvénient pour la santé.

Nous avons remarqué une petite lacune dans les expériences faites par le célèbre professeur, et nous espérons que cette lacune sera bientôt comblée par l'auteur.

Il s'agit des expériences faites au moyen des injections opérées dans les corps des animaux, comme M. Polli les a pratiquées lorsqu'il a procédé à l'examen de l'action de l'acide sulfureux sur l'organisme animal.

Il nous est très-difficile d'exposer en détail toutes les idées qui se trouvent fixées par l'auteur dans son travail sur l'acide borique ; mais nous croyons que ce petit aperçu analytique suffira à nos lecteurs pour se faire une idée de l'importance que présente l'usage de ce sel, soit comme remède dans les maladies septiques, soit comme ingrédient économique pour conserver les substances organiques qui servent à l'alimentation domestique et sociale.

Depuis quelque temps, la chimie a fait des progrès surprenants, et la science médicale a trouvé dans ce progrès des ressources immenses pour combattre un nombre considérable de maladies dont le manque de remèdes rationnels la rendait la guérison très difficile.

Mais si, d'un côté, les progrès de la chimie ont rendu d'immenses services à l'art de guérir, d'un autre côté, ils ont perfectionné l'art de la guerre en lui fournissant de nouvelles substances.

Ainsi le travail consciencieux des disciples d'Esculape pour conserver en bonne santé l'organisme humain, a donné simultanément aux apôtres de la guerre les moyens de fabriquer des engins destructeurs avec l'aide de la chimie et de la mécanique.

Et l'on arrive à ce résultat que, tandis que la science médicale fait tous ses efforts pour conserver les hommes, les amis de la guerre se donnent un mouvement fébrile pour perfectionner les instruments formidables qui serviront à exterminer le genre humain.

Ridicule contraste !
Il faut pourtant que le tribunal de la raison publique soit saisi du problème que lui pose la société moderne, celui d'échapper aux maladies populaires par les moyens hygiéniques, pour se faire détruire par les formidables moyens que possède l'art militaire.

En présence de cette alternative, un de nos amis nous proposait le remède suivant pour arrêter le progrès des engins destructeurs, et les horreurs de la guerre.

Il faudrait, nous disait-il, confectionner des balles coniques avec un point aigu imbibé de la matière de la peste bubonique et les tirer sur les armées.

Il en résulterait la propagation de la peste qui mettrait les deux armées ennemies dans l'impossibilité de continuer la lutte.

Nous trouvons vraiment le remède de notre ami fort effrayant, mais il nous semble qu'il est moins terrible que les effets foudroyants du canon Krupp et de celui de tout tonnerre, de la dynamite, des torpilles, des monitors cuirassés, etc., etc.

BRUNETTI.

BOURSE

COURS DES FONDS

Galata, le 17 Avril 1877.

Ouv. du m... P. 10 45

Hausse... » 40 20

Baisse... » 40 45

3 l. du soir... » 40 20

Clôt. du soir... » —

Après Bourse... » —

Actions Société Générale Cp. dét. L.S. 2 25

» de la Société de change et val. » 2 —

» de la Banque de Compt. » 2 —

» du Crédit Général... L.T. 4 35

Tramways... » 4 20

Laurium Cp. dét... Fr. 67 1/2

Crédit Hellénique... » 110 —

Obligations des Chemins de fer... » 27 1/4

1863 Cp. dét... » 50 —

1865 Cp. dét... » 50 —

1872... » 46 1/4

1873... » 46 —

COMMERCE.

(Correspondance particulière de la Turquie.)

MARSEILLE, le 7 avril 1877.

Blés. — La semaine qui vient de s'écouler ne nous fait rien remarquer pour ce qui est de l'amélioration ; quelques achats ont eu lieu, mais comme pour la huitaine précédente, le calme s'est maintenu, les prix sont restés sans changement.

Cafés. — Comme pour les blés, le calme a eu le dessus cette huitaine, pour cet article, qui est toujours délaissé soit mais, avoines, orges etc. Les prix sont restés toujours fermes. La baisse se fait sensiblement sentir.

Sucres. — Tous les marchés étrangers nous signalent de la baisse, et sur toutes les qualités en général. La demande est toujours peu suivie et tout nous fait prévoir pour les mois prochains des affaires plus nombreuses. Ici sur notre place le calme s'est maintenu, la marchandise manque toujours beaucoup et la demande aussi.

Cafés. — Cet article n'a donné lieu qu'à de petites affaires ; cependant le besoin se fait de plus en plus sentir et les acheteurs se verront forcés de passer par les mains des vendeurs qui maintiennent leurs prétentions.

Graines oléagineuses. — Rien de nouveau pour cet article, toujours du calme.

Laines. — Sans changement.

NOUVELLES DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 15 Avril 1877.

De Marseille italien Taormina cap. Rap. marchandises et passagers pour Consple et Odessa.

De Liverpool anglais Cyprian cap. Thomas marchandises pour Consple et Odessa.

De Liverpool anglais Valaichia cap. Rive marchandises pour Galatz agent Théodoridi.

Londres anglais Cingalese cap. Farguhar marchandises pour Odessa agent Ridley.

De Hambourg anglais Lexington cap. Dixon marchandises pour Consple agent Russell.

De Newcastle anglais Mercury cap. Jacques charbon pour Odessa agent Swan.

De Hartlepool anglais Magdebourg cap. Borrell charbon pour Odessa agent Davison.

De Alexandrie anglais Mazepa cap. Harvey charbon pour Odessa agent Heald.

De Liverpool anglais Kanto cap. Edvard charbon pour Odessa agent Heald.

De Newcastle anglais Stamfordham cap. Gray charbon pour Odessa.

De Londres anglais City of Waterford cap. Cole marchandises pour Consple et Galatz agent Key.

De Malte anglais Kelly cap. Robson lest pour Taganrog agent Heald.

De Alexandrie autrichien Venus cap. Marinovich marchandises et passagers agent Lloyd.

De Anvers belge L. David cap. Brock marchandises pour Consple et Odessa agent Grace.

DÉPARTS DES VAPEURS

Pour Odessa russe Elborus cap. Gavriluk marchandises et passagers.

Pour Trebizonde français Ilissus cap. Reynier marchandises et passagers.

Pour Ibraila français Saintonge cap. Pelot marchandises et passagers.

Pour Odessa français Ebre cap. Benigni marchandises et passagers.

Pour Marseille italien Segesta cap. Tondou marchandises et passagers pour Odessa.

ARRIVÉES DES VOILIERS

De Candie hellène Livatho cap. Metaxa carubus pour Taganrog ton. 261.

De Gènes italien Themis cap. Dodero lest pour Berdianska ton. 491.

De Newcastle néerlandais Vitor cap. Eeag charbon pour Consple ton. 419.

De Gènes hellène Petros cap. Petrasa lest ton. 253.

De Sira hellène Archangelos cap. Costis lest pour Taganrog ton. 339.

De Alexandrie italienne Stella cap. Magnaso lest ton. 476.

De Corinthe hellène Makedonia cap. Malaros huile pour Taganrog ton. 180.

DÉPARTS DES VOILIERS

Pour Marseille hellène Odisejs L. cap. Piers grains de Galatz.

Pour Marseille hellène Penelope cap. Pitarakis orge de Berdianska.

Pour Kustendje anglais Dione cap. Shervin lest.

NOLISEMENTS PRATIQUES

Italien de quarts 2200 de Nicolaïeff pour R. U. schel. 55.

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

ANNONCES

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Judi 7 avril (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 30,000 ocques de savon de Crète déjà soumissionné à 3 piastres 30 paras l'ocque.

La livraison de cet article devra être faite sans délai et le montant en sera payé à la présentation du reçu, par le Trésor du ziamé au comptant en médjidié d'argent à raison de 20 piastres ou en *Caïmé* avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 16 avril 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Mercredi, 6 avril (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 20,000 ocques de cuir de Smyrne déjà soumissionné à 18 piastres l'ocque.

Le paiement de cet article, qui devra être livré à Smyrne, y sera effectué à la livraison en médjidié d'argent à raison de 20 piastres on en *caïmé* avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 15 avril 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Judi 7 avril (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 40,000 kilés de blé tendre de Philippopoli et de Zara, livrables sans délai et déjà soumissionné à 34 piastres le kilé et de 10,000 kilés de blé également soumissionné à 32 1/2 piastres le kilé.

Le paiement de chaque livraison quotidienne de cette fourniture sera effectué au lendemain en médjidié d'argent à raison de 20 piastres.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué à 8 heures à la turque.

Séraskérat, le 17 avril 1877.

ADMINISTRATION IMPÉRIALE DES MINES.

AVIS.

L'administration impériale des mines porte à la connaissance du public que les eaux cuivreuses provenant des galeries des mines d'Argana-Maden et s'écoulant par les vallées dites de Hassans et Kazandji Frouni ainsi que celles qui pourront être découvertes dans les environs, sont demandées en concession aux conditions suivantes. Entre autres 1^{re} les eaux ci-dessus mentionnées seront concédées pendant 30 ans à partir du 1^{er} mars de l'année 1877, 2^e toutes les dépenses seront à la charge du concessionnaire et tout le cuivre produit par la cémentation sera livré à l'administration des mines d'Argana à raison de six piastres vingt-huit paras l'ocque en Bechlik métallique, sa teneur en cuivre pur devra être la même que celle du cuivre de Tokat. 3^e Le concessionnaire devra fournir un garant solvable.

Les personnes qui seraient disposées à offrir une durée moins longue de concession et un prix pour le cuivre, inférieure à celui indiqué ci-dessus, pourront s'adresser à l'administration impériale des mines, pendant vingt-et-un jours à partir de la date du présent avis.

Constantinople, le 4 avril 1877.

GRANDE MAITRISE

DE

L'ARTILLERIE.

AVIS OFFICIEL.

Lundi 11 avril (v. s.) il sera procédé à la vente définitive d'une quantité de déchet de laiton et de poussier de charbon de terre ; les personnes désirant prendre part à cette vente et voir les échantillons, sont invitées à se présenter jusqu'à la date sus-désignée à la section du Levazim du Conseil de la Grande-Maitrise d'Artillerie.

Tophané, le 4/16 avril 1877.

PRÉFECTURE DE LA VILLE.

AVIS.

Le charbon Coke accumulé dans l'usine à gaz de Dolma-Baghtché est mis en vente aux enchères publiques. Il a été déjà soumissionné

